

CIBLE

Procès

Après une longue et difficile enquête, Denis Robert avait dévoilé en 2001 les pratiques occultes de Clearstream, chambre de compensation sise au Grand-Duché.

Son livre « Révélation\$ » avait provoqué l'ouverture d'une enquête judiciaire pour blanchiment, fraude fiscale et corruption contre la société luxembourgeoise et la création en France d'une commission d'enquête parlementaire.

De nombreuses actions en justice ont été menées contre Denis Robert et son éditeur qui se sont toutes conclues à l'avantage de ces derniers.

Pourtant, la justice luxembourgeoise a convoqué notre confrère le 27 janvier et l'a inculpé pour diffamation, calomnies et injures visant la Banque générale du Luxembourg, alors que la justice française l'a déjà lavé de semblables accusations.

Il est clair qu'on cherche une fois de plus à intimider Denis Robert en le faisant plier sous le poids des procédures.

Une pétition en ligne a été lancée (www.liberté-dinformer.com) à laquelle nous souscrivons, pour la défense de la liberté de la presse.

COMTE DE PARIS

Les leçons d'un prince

Industrie

**L'affaire
Arcelor**

p. 4

Islam

**La vague
verte**

p. 5

Quand Vautrin fait loi

Où il est démontré, une fois de plus, que les lois sur la parité hommes-femmes sont des leurres pour les salariées puisque les textes invoquent des principes qui ne sont pas appliqués.

Oyez, braves gens, la bonne nouvelle qui nous échoit ! Dame Vautrin, qui est ministre et femme de surcroît, s'est penchée sur la triste condition de ses sœurs et, non sans lenteurs et peines, a fait loi. Mieux vaudrait dire : *Dame Vautrin a fait l'oie* pour avoir des voix en 2007 comme d'autres font l'âne pour avoir du son.

Le texte de loi adopté le 9 février au Sénat après réunion de la commission mixte paritaire relève en effet de l'entourloupe qui caractérise nombre de dispositions législatives et de révisions constitutionnelles : on proclame haut et fort un principe déjà maintes fois proclamé, en veillant à ce qu'il reste sans conséquences concrètes.

Le procédé est tellement répétitif et grossier que les bénéficiaires supposés du dispositif en trompe l'œil ne peuvent que se sentir insultés et humiliés.

Ainsi le projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les

femmes et les hommes présenté par Catherine Vautrin, ministre délégué à la Cohésion sociale :

À la première lecture, on a envie de porter aux nues cette brave femme.

Annoncée par Jacques Chirac en janvier 2005, la loi est « destinée à supprimer dans un délai de cinq années les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes » !

Il y a aussi plein de mesures destinées à favoriser l'articulation entre l'activité professionnelle et la vie personnelle et familiale !

Et aussi des dispositions favorisant l'accès des femmes à des instances délibératives et juridictionnelles !

Et d'autres encore qui portent sur l'accès à la formation professionnelle et à l'apprentissage !

Que tout cela est bel et bon...

Hélas ! Il apparaissait, dès la présentation du projet de loi, que l'égalité des salaires entre hommes et femmes ne serait

pas réalisée. L'exposé des motifs indique que « la loi se donne pour objectif, après établissement d'un diagnostic partagé dans les branches et les entreprises, d'arriver par le dialogue social tant dans les branches que dans les entreprises, à la suppression en cinq ans de l'écart constaté. Il revient aux partenaires sociaux de s'accorder sur les constats et de mettre en place le processus qui permettra d'éliminer les disparités salariales entre les hommes et les femmes. »

C'est seulement au terme d'un long processus et selon un bilan d'étape que « pourra être instituée une contribution financière assise sur la masse salariale en cas de non-ouverture des négociations ».

Toi, femme, comprendre ce qu'écrit Très Haute Dame Vautrin ? Ou plutôt les techno-nègres qui grattent en son Cabinet ? Si toi pas comprendre, moi t'expliquer : Dame Vautrin, le gouvernement, les députés et les sénateurs de droite reportent sur

le secteur privé le travail d'égalisation salariale. Autrement dit, la loi servira à embellir les professions de foi électorales et se perdra pour l'essentiel dans les marécages du « dialogue social » :

On va commencer par perdre du temps à établir un diagnostic qui est archiconnu : tous postes confondus, l'écart des salaires masculins et féminins est de 27 % et la condition des femmes au travail est caractérisée depuis quinze ans par une incontestable régression.

On continuera à perdre du temps dans un dialogue social qui est voué à l'échec car le rapport de forces entre les syndicats et le Medef est actuellement favorable à ce dernier qui ne veut évidemment pas augmenter les salaires des femmes - ni de qui que ce soit.

Certes, la loi prévoit que « le Gouvernement pourra présenter au Parlement, si nécessaire, un projet de loi instituant une contribution assise sur les salaires, et applicable aux entreprises ne satisfaisant pas à l'obligation d'ouverture des négociations prévues à l'article L. 132-27-2 du code du travail ». Mais le texte indique une possibilité, non une obligation assortie d'indispensables contraintes et sanctions.

La loi Vautrin ne sera pas plus appliquée que les lois Roudy de 1983 et Génisson de 2001. Une différence cependant : alors que les lois précédentes témoignaient de bonnes intentions, il est clair que madame le Ministre se moque du monde.

Sylvie FERNOY

royaliste 
LE MOUVEMENT ROYALISTE

SOMMAIRE : p.2 : Quand Vautrin fait loi - p.3 : Lassitude et résignation - Euro - p.4 : Europe es-tu là ? - p.5 : La vague verte - p.6/7 : L'homme qui rêvait d'être roi - p.8 : Le crépuscule d'un dinosaure - p.9 : L'illusion post-politique - p.10 : Naissance de la médecine moderne - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Le dessein français.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Lassitude et résignation

Les manifestations du 7 février dernier qui ont rassemblé, selon les estimations, entre deux cent mille et quatre cent mille personnes dans les rues des grandes villes de France, ont été un échec.

Il ne sert à rien de se voiler la face, comme le font certaines organisations syndicales, en affirmant que ce n'est que le début d'un mouvement de grande ampleur qui va obliger Dominique de Villepin à retirer son contrat première embauche (CPE).

Les raisons de l'échec sont multiples et inquiétantes. Il y a d'abord les vacances de la région Île-de-France ; certes, Paris n'est pas toute la France, mais c'est généralement la capitale qui donne le ton. Il y a ensuite la multiplication des manifestations pour rien. En 2005, les salariés sont descendus dans la rue, une première fois en février, initialement contre la remise en cause des 35 heures, mais très vite, devant l'incapacité des syndicats à se mettre d'accord sur ce sujet, le mot d'ordre a progressivement glissé vers la défense des salaires et l'emploi. La réforme des 35 heures est passée comme une lettre à la poste. Ils ont remis le couvert début avril, toujours pour les salaires et l'emploi. Ils ont obtenu du gouvernement l'orga-

nisation d'une série de rencontres tripartites dont il n'est rien sorti. Rebelote le 4 octobre, une fois de plus pour rien.

Depuis le début de l'année 2006, les salariés ont été invités à manifester le 31 janvier, à l'initiative de la seule CGT, le 2 février, à la demande des fonctionnaires, et le 14 février, à Strasbourg, à l'appel de la Confédération européenne des syndicats, contre la directive sur les services, dite *Bolkestein*. Dès lors qu'une manifestation intersyndicale était décidée, le 7 février, pour le retrait d'un projet qui, certes, aujourd'hui ne concerne que les moins de 26 ans, mais qui, demain, sera étendu à l'ensemble du salariat, la moindre des choses eut été, de la part des syndicats, de tout mettre en œuvre pour en assurer la réussite. Au lieu de cela, les querelles internes et la défense des intérêts particuliers ont pris le pas sur l'intérêt général. Notons, au passage, que les fonctionnaires et les agents des entreprises publiques sont restés bien au chaud dans leur administration ce jour-là. Autre raison de l'échec des manifestations du 7 février : la résignation. « *Un CPE, c'est mieux que rien* », entend-on régulièrement depuis le jour où le Premier ministre a présenté son projet.

Pourtant les raisons de s'opposer au CPE ne manquent

pas. Elles sont les mêmes que celles qui doivent nous amener à refuser le contrat nouvelles embauches (CNE) dont on commence à sentir les effets. « *Pour moi le CNE était quelque chose d'abstrait, constate un militant syndical, jusqu'au jour où j'ai vu un salarié en CNE, viré le matin même, venir à la permanence de l'union départementale pour me demander une aide juridique. Il n'y avait malheureusement rien à faire à partir du moment où l'entreprise n'a pas à motiver la rupture du contrat.* » M. N a été embauché en CNE, en septembre dernier comme commercial. Son contrat stipulait qu'il était commercial et que son rayon d'action concernait trois départements. En fait, son employeur lui faisait faire des livraisons et cela dans cinq départements. Il est allé se plaindre. Deux jours plus tard, il recevait une lettre de licenciement. Outre les dérives que nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer dans ces colonnes, le CNE requiert de la part du salarié sa docilité totale.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, Villepin vient de recourir à l'article 49-3 pour faire passer son projet ; les syndicats et les mouvements d'étudiants annoncent une nouvelle mobilisation pour le 7 mars. Les espoirs de voir Villepin abandonner son projet reposent entièrement sur les étudiants ; il est à craindre, en effet, qu'une fois de plus, les syndicats se contentent du service minimum.

Nicolas PALUMBO

Euro

Adopté en 2002 par certains pays européens, l'euro entre peu à peu dans les mœurs. Mais voilà qu'il pose déjà problème à cinq pays. La monnaie européenne n'est pas assez *sonnante* aux oreilles hongroises, lettones, maltaises, lituaniennes et slovènes. Ces pays entrent dans la zone euro en 2007 et ont ratifié par référendum le traité dans lequel il est clairement stipulé que le nom de la monnaie européenne est l'euro. Mais...

La diphtongue *eu* n'existe pas en letton, les Maltais ne peuvent accoler les *e* et les *u*, les Slovènes veulent *evro*, les Lituaniens *evras* et les Hongrois veulent un accent aigu sur le *o* (*ó*). Les institutions européennes refusent en bloc un tel marchandage ce que les Lettons n'hésitent pas à comparer à une russification forcée d'un autre temps.

Sur le site Internet de la banque centrale européenne figurent *ewro*, *eiro* ou *euras*. D'où une cacophonie qui résonne dans toute la zone euro actuelle et à venir. Les nouveaux arrivants n'hésitent pas à mettre les institutions européennes devant leurs contradictions. La BCE a depuis assuré que les pages du site web seraient purgées. Les Néerlandais avaient même proposé de ne conserver que le radical *eur* et ainsi accepter les déclinaisons des langues nationales, ce qui pourrait entraîner une modification du traité. Mais Malte, la Lituanie et la Lettonie s'y sont opposés. Le dossier reste bloqué.

Marc LARBRET

**Royaliste vous
plaît ?**

**Faites-en profiter vos
amis...**

Abonnement d'essai
3 mois = 4 €

Europe es-tu là ?

Voilà que trois ans après son décollage Arcelor, l'Airbus de l'acier, est frappé par une OPA hostile, et commence déjà à piquer du nez devant un des nouveaux maîtres de la mondialisation, Lakshmi Mittal.

Le parcours de cet autodidacte de 58 ans débute dans les faubourgs de Calcutta et se poursuit par l'acquisition forcenée de sites sidérurgiques, avec un intérêt marqué pour des implantations à l'Est (Pologne, Bosnie, Macédoine en 2004). Ce groupe est donc le fruit d'une croissance exclusivement nourrie par des acquisitions, et n'entretient aucune attache historique dans le domaine de l'acier.

Il illustre à merveille la victoire d'un libéralisme sans limite puisque, entre sa première acquisition en 1989 à Trinidad & Tobago, et son OPA sur Arcelor du 27 janvier dernier, Mittal Steel aura joué de tous les leviers disponibles sur les marchés : cotation à Amsterdam dès 1997 – la place dispose d'avantages fiscaux et juridiques notables – utilisation de deux catégories d'actions pour contrôler le groupe (l'une des deux pourvue de « super » droits de vote), intérêts communs avec les banques d'affaires anglo-saxonnes, grâce aux commissions versées par le groupe, etc. Par cette réussite spectaculaire, Lakshmi Mittal est devenu la troisième fortune mondiale après Bill Gates et Warren Buffet, selon le magazine *Forbes*.

De lourdes interrogations sur l'avenir et la solidité de ce groupe d'origine indienne demeurent : son absence d'histo-

rique fiable, masqué par sa course en avant ; la modernisation nécessaire des sites acquis car technologiquement dépassés et socialement en retard ; le contrôle majoritaire de la famille sur le capital et sur le *top management*, Lakshmi Mittal ayant placé fils et fille au *Board*, dans le mépris des règles de bonne « gouvernance » ; des produits à faible valeur ajoutée (aciers longs notamment, d'ailleurs vendus par Arcelor à Mittal Steel en 1999), qui seront concurrencés encore plus violemment par la Chine ; des engagements de retraite élevés, aux États-Unis principalement, évalués dans son rapport annuel 2004 à 1 931 millions € (*Deferred employee benefits* – note 14 du bilan consolidé).

Par un heureux hasard, les salariés du groupe, aux États-Unis, via la *United Steelworkers International Union*, soutiennent le projet d'OPA sur Arcelor. Il est vrai que les engagements de retraite des salariés d'Arcelor sont en majorité à charge des États (France, Belgique, Luxembourg en particulier) et permettraient ainsi aux salariés américains de garantir un peu mieux leurs propres retraites.

Malgré ses fragilités, Mittal Steel est un candidat redoutable. Sur quels appuis Arcelor peut-il compter ?

Les États ? Seuls les dirigeants politiques français et luxembourgeois ont initialement fait front. Notre ministre

de l'Économie et des Finances, Thierry Breton, a reçu Lakshmi Mittal en personne le 31 janvier et aurait opposé une fin de non recevoir au projet d'OPA. « *Pas de projet industriel sur la table* », tel fut son diagnostic, hélas bien vite nuancé : « *ce sont les actionnaires qui vont décider, pas les États* », déclarait-il sur *Europe 1* deux jours plus tard.

Dans un discours prononcé le 31 janvier devant la Chambre des députés, le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, a trouvé des mots plus justes : « (...) *C'est l'avenir du Luxembourg qui est en jeu, c'est celui de l'Europe qui est en jeu. (...) Nous avons dans ce pays lutté (...) par les moyens classiques de la politique nationale, c'est-à-dire l'alourdissement de la charge fiscale reposant sur tout un chacun, à faire en sorte que la sidérurgie luxembourgeoise reste une réalité dans ce pays* ». Contrairement à l'État français, le Luxembourg est encore actionnaire d'Arcelor, mais il très minoritaire (5,6 %). Nos voisins, Espagne, Belgique, parties prenantes d'Arcelor, sont restés en retrait.

Et l'axe franco-allemand ? Évanoui au regard de l'intérêt de ThyssenKrupp à dépecer Arcelor du canadien Dofasco (l'un des plus importants fournisseurs de produits d'acier en Amérique du Nord) que Mittal Steel lui a promis à un prix

d'ami (68 USD l'action contre 71 USD payé par Arcelor).

La Commission européenne ? Fidèle à son habitude ultra-libérale, cette fois par la voix de Nelly Kroes, commissaire européen. Après avoir laissé partir Péchiney, englouti et actuellement « essoré » par le canadien Alcan, elle n'interviendra dans ce dossier que pour compter les parts de marché, et donner son aval une fois le travail de *lobbying* réalisé conjointement par Mittal Steel et, n'en doutons pas, ThyssenKrupp.

En définitive, Arcelor n'a que ses propres moyens pour convaincre ses actionnaires – 87 % des titres en bourse – de conserver leurs actions. Cette tâche est ardue car Lakshmi Mittal est un bon communicant, il a bien préparé son attaque, et dispose d'un véritable soutien aux États-Unis et au Royaume-Uni, où se trouve la grande majorité du flottant.

Soulignons avec force que Mittal Steel est mû par l'ambition d'un seul homme, qui sert ses intérêts particuliers, ce qui est légitime, mais qui s'oppose aux traditions du groupe Arcelor, fruit d'une alchimie combinatoire européenne complexe, faite de concessions et d'avancées mutuelles entre trois entreprises : Usinor (France-Belgique), Aceralia (Espagne) et Arbed (Luxembourg). L'OPA proposée ferait de la famille Mittal le partenaire majoritaire du nouvel ensemble, mettant un terme à un exemple rare d'entreprise européenne.

Espérons sincèrement que la direction d'Arcelor sera convaincante, même si, en matière de marchés financiers, seule va compter la plus-value ; à cet égard, Mittal Steel travaille déjà à une offre améliorée en *cash*, avec l'appui de *hedge funds*, selon le *Wall Street Journal* du 2 février.

Si les dirigeants français et européens ne peuvent plus défendre l'intégrité de notre territoire économique, de son industrie et de ses emplois, quelle est leur légitimité ?

Yves BILLON

La vague verte

L'affaire Rushdie recommence. Réaction contre l'Europe, prise au premier degré, la mobilisation du monde musulman a pour enjeu de fond la lutte pour l'hégémonie au sein de l'Islam mondial entre le sunnisme et le chiisme.

Le sunnisme, affaibli face aux succès chiites en Irak qui donnent à nouveau des ailes à la volonté hégémonique de l'Iran, commence à réagir. De l'Indonésie au Maroc, en passant par l'Égypte et la Palestine, et depuis leur participation aux dernières élections en Irak, les sunnites ont compris qu'ils risquaient d'être débordés. Comme lors de l'affaire Rushdie, Iran et Arabie Saoudite sont rivaux dans l'affaire des caricatures, chacun cherchant à piéger l'autre. N'importe quel prétexte était bon. S'il n'y avait pas les caricatures on aurait trouvé autre chose. L'Iran voulait montrer à l'Union Européenne sa capacité de nuisance si jamais son programme nucléaire était condamné voire attaqué. Riyad directement menacé de contournement devait faire preuve de sa capacité de récupération du mouvement et empêcher l'Umma de tomber aux mains des sectateurs d'Ali comme hier avec Khomeyni.

L'Europe est d'autant plus pathétique qu'elle sera toujours surprise par les jeux intestins du monde musulman. Impréparation face au succès annoncé du Hamas, absence de toute idée de rechange en Égypte face à Moubarak, en Syrie face à Assad ou en Algérie face à Bouteflika, lesquels ne tarderont pas à quitter le pouvoir au profit des *Frères*. Nous donnons l'impression - et c'est la vérité - de toujours être pris de court, placés devant le fait accompli, en position défensive et finalement isolés. Pourquoi ? Parce que nos gouvernements

ne regardent plus la question du monde musulman qu'à travers la population musulmane vivant chez nous. C'est tout le contraire de ce qui devrait être fait. Il faut impérativement découpler l'extérieur et l'intérieur, alors que tout pousse à l'amalgame. D'une part, on craint la contagion islamique extérieure sur la France. D'autre part, on croit que le développement en France d'un Islam laïque va à la longue porter ses fruits et influencer l'évolution des pays musulmans. Ces deux analyses doivent être remises en cause. L'on a bien montré (Olivier Roy) que la réduction de l'Islam à une conviction individuelle et privée était le substrat des dérives fanatiques (type Zacharias Moussaoui), au sein de communautés musulmanes plus conservatrices, défensives et figées que dans leurs pays d'origine.

Il faut donc renverser la perspective. L'Islam dans le monde musulman n'entend pas se situer par rapport à l'Occident. Contrairement à ce que l'on a beaucoup écrit et pensé, il n'y a pas de conflit de civilisation au sein de l'Islam entre pro et anti-occidentaux ou entre *modérés* et *intégristes*. Ces catégories qui n'existent que pour nous - et encore une fois les musulmans de chez nous - n'ont aucun sens à l'intérieur des pays d'Islam où l'on est souvent d'un même mouvement l'un et l'autre. Le Coran et le marché font bon ménage, comme si en effet le Prophète n'avait pas d'abord été un marchand. Maxime Rodinson

l'avait dit quarante ans avant qu'un jeune chercheur brillant ne le redécouvre (1). L'individuel et le collectif y demeurent intimement unis, ce qui n'est plus possible pour les musulmans d'Europe qui ne peuvent plus vivre leur foi ou vivre tout court que sur un mode individuel même s'ils reconstituent de petites communautés également artificielles.

Les conflits au sein de l'Umma sont ailleurs : ils sont politiques ; les enjeux sont classiques, ce sont des enjeux de pouvoir. Pour le reste, l'Islam en pays musulman est majoritaire chez lui, il est une façon d'être et de vivre sans qu'il soit possible d'identifier en son sein une *religion* séparée du reste, pas plus qu'il ne devait l'être du christianisme dans l'Europe médiévale. Tant que l'on cherchera à plaquer sur cette situation nos propres catégories, on ne comprendra rien et on échouera toujours à prévoir les évolutions, éternellement condamnés à réagir après coup et de plus en plus maladroitement.

Le monde doit continuer de penser l'hétérogénéité du système international. Le modèle westphalien, élaboré pour mettre fin à une guerre de religions, loin d'être mort, est le seul qui puisse offrir une solution entre *territoires*. Israël et le Hamas vont peut-être ouvrir cette voie, qui mérite de l'être honnêtement sans chercher à manipuler l'autre, et que nous pourrions généraliser, si nous ne sommes pas assez intelligents pour les aider à l'entreprendre.

Yves LA MARCK

📖 (1) Patrick Haenni - « *L'Islam de marché. L'autre révolution conservatrice* ». Seuil, 2005, prix franco : 12 €. Le classique de Maxime Rodinson « *L'Islam et capitalisme* » paru en 1966 au Seuil est épuisé.

BRÈVES

♦ **RUANDA** – A l'occasion de la Journée des Héros nationaux le 1^{er} février, le roi Mutara III a été proclamé héros national. Avant-dernier souverain à avoir régné sur le Ruanda, le roi Mutara (1911-1959) avait aboli le servage et lutté pour l'unité des Ruandais et leur accession à l'indépendance. Il est décédé d'une manière mystérieuse au moment où il partait pour plaider la cause du Ruanda à l'ONU. Il fut remplacé par son jeune frère Kigeli V malgré l'opposition du gouvernement belge qui finit deux ans plus tard par le contraindre à l'exil en dépit d'une résolution de l'ONU, et proclama la République. Le roi Kigeli V, aujourd'hui âgé de 70 ans, vit toujours en exil aux États-Unis.

♦ **AFGHANISTAN** – S.A. Karim Aga Khan IV est l'homme des paris osés. Il a investi 36 millions de dollars pour reconstruire un hôtel de luxe à Kaboul, un cinq étoiles de 177 chambres qui vient d'être inauguré en présence du roi Zahir Chah. Cette réalisation a comme objectif de contribuer à faire décoller l'économie locale en permettant l'hébergement d'un grand nombre d'hommes d'affaires et de décideurs politiques. Présentes depuis plus de dix ans dans le pays les associations de l'Aga Khan ont déjà investi des sommes considérables sous forme d'assistance humanitaire et de financement de microprojets.

♦ **JAPON** – Le processus de modification de la Loi de succession impériale afin de permettre aux femmes d'accéder au trône vient de connaître un coup d'arrêt. Cette réforme qui est souhaitée par une majorité de Japonais mais qui se heurte à l'hostilité d'une poignée de traditionalistes irréductibles était rendue nécessaire car le prince héritier Naruhito et son épouse la princesse Masako n'ont qu'une fille. Mais voici que l'agence de la Maison impériale vient d'annoncer que le frère cadet du prince héritier, le prince Akishino, et son épouse la princesse Kiko attendaient un enfant. Après cette annonce le Premier ministre Junichiro Koizumi a laissé entendre qu'il pourrait renoncer à la réforme si le futur bébé était un garçon.

♦ **BELGIQUE** – Dans un discours solennel prononcé le 31 janvier le roi Albert II a très fermement condamné les *sous-nationalismes* et les *séparatismes* qui veulent faire éclater la Belgique. Cette intervention a soulevé une tempête chez nos voisins. Tant de la part de ceux qui estiment que le roi est sorti de son rôle constitutionnel que des Flamands directement visés par l'admonestation royale, les critiques se font acerbes. Au Parti réformateur libéral flamand (VLD), parti du Premier ministre, on n'hésite pas à prôner une limitation accrue des pouvoirs du roi d'autant que, en cas de succession, le prince héritier Philippe a la réputation d'être encore plus intransigent que son père contre tous les risques d'éclatement du royaume.

L'homme qui rêvait d'être roi

En 1990, un jeune journaliste se présente au comte de Paris, alors à Chantilly, et, tous les mercredis, commence à l'interroger sur sa vie. Plus de quinze matinées d'échanges sont ainsi enregistrées avant que le dialogue se rompe... La transcription de ces entretiens fait la matière du livre que Philippe Delorme nous propose aujourd'hui. Dans une lettre en exergue, le comte de Paris, duc de France, fait part des sentiments complexes qu'a éveillés en lui cette rencontre renouvelée avec son père.

Sentiments complexes et sensation partagée, sans nul doute, et en particulier par ceux qui songent encore à se forger un jugement final sur la carrière d'Henri VI d'Orléans, chef de la Maison de France de 1940 à la fin du siècle. Sous cet angle, l'efficacité ordinaire oblige à trier son destin selon des critères de réussite et d'échec et en tirer la somme, qui ne manquera pas d'être négative. Ce livre serait alors un ultime et discret hommage, un acte de dévotion nostalgique ou de reconstitution du passé par le rêve comme y inviterait son titre.

Il ne l'est pas.

D'abord pour les raisons que cite Bertrand Renouvin dans sa préface quand, reprenant les fameux critères d'évaluation, il oppose aux faiblesses et rendez-vous manqués imputables à l'homme politique la perspicacité, le courage et l'énergie de celui qui, récusant

le terme de *Prétendant*, a dégagé de ses entraves, ramené d'exil et rénové l'image de la royauté en France. Nous y reviendrons.

À l'inverse, ce livre d'entretiens se prête mal aux panégyriques en raison de sa forme et de la spontanéité du langage fidèlement restitué par Delorme. Ceux qui ont connu le Prince ne peuvent se retenir d'y déchiffrer en filigrane les attitudes et expressions familières d'un homme dont le charme - comment l'oublier ? - captivait ses interlocuteurs. Ce n'est plus être courtisan de le dire aujourd'hui : l'azur de ses yeux, la finesse expressive de ses mains de cavalier, la courtoise attention qu'il dispensait à tous, avec la certitude à chacun de repartir, sinon approuvé, du moins compris, distingué et respecté dans son combat comme au tréfonds de sa personne, tous les visiteurs, à commencer par les plus opposés à sa cause en parlent

encore. L'effet de fascination à présent dissipé, nous restent, inaltérées, la beauté du souvenir, et la grâce perçue d'une rencontre qu'aucune distance critique ni même le rappel des conflits et des déceptions ne peuvent annuler.

Cette distance utile à la maturation de la pensée n'est pas seulement le fruit du temps - sept ans bientôt depuis juin 99 - mais aussi des connaissances engrangées depuis lors, aussi bien sur le chef de la Maison de France que sur les époques traversées par sa génération. Après tout, les ambiguïtés de parcours du général de Gaulle et, plus encore, de François Mitterrand, permettent de moins en moins des lectures univoques ou partisans : le siècle dernier est en passe d'être digéré, réintégré à la complexité de l'Histoire. Philippe Delorme accélère ici la démarche en insérant à chaque tournant du récit de brèves citations extraites des matériaux

dont l'historien futur nourrira son enquête : en vrac, extraits de journaux, mémoires, manuels scolaires, essais de diverses provenances et tendances, notes et correspondances du Prince ou du Général, articles de dictionnaires ou pages d'Internet, viennent mettre en perspective, par moments ironiques, le point de vue de celui qui, pour les raconter, recompose à son gré les événements. Les pièges de la mémoire ou les gloses après coup, les illusions perdues ou entretenues à long terme, tout se présente à nu, offre le flanc à la mise en cause critique. Même avec grand respect du royal locuteur, pas de vision imposée ; au contraire, on ébranle cruellement ses bases à propos des espoirs de restauration cultivés par le Prince à la suite de ses relations avec de Gaulle : qui peut trancher de la sincérité des partenaires ? Du réalisme ou de l'irréalisme de cette *restauration* dans la France des années 60 ? Qui nous dira à quoi elle a tenu ou achoppé, elle qui paraissait si évidente et logique dans sa préparation institutionnelle, et si improbable et fragile dans sa présentation au monde politique et au pays ?

D'ailleurs, c'est sur elle, sur ce dernier rendez-vous manqué, que s'interrompent

brusquement les entretiens sous un prétexte anecdotique qui cache mal la blessure profonde, ontologique : le Roi ne sera jamais roi en ce monde. À l'heure où l'espérance meurt - que le général de Gaulle avait fait naître - d'une renaissance graduelle, pédagogique, de la monarchie royale par les institutions de la V^e République, la voix du Prince se souvenant s'étouffe...

Son histoire serait-elle devenue à partir de là irracontable ? Le descendant des Capétiens avait encore plus de trente ans à vivre. N'en a-t-il rien fait ? Que si, et Delorme rappelle les livres qu'il publia (notamment les *Mémoires d'exil et de combat* qui me valurent l'honneur de l'approcher chez Marcel Jullian notre éditeur), tandis que l'entourait « une nouvelle génération de royalistes, rassemblés autour de Bertrand Renouvin, candidat aux présidentielles de 1974, qui paraît davantage l'héritier de sa pensée politique ». Dans cette mouvance s'ébaucha en 1981 sa dernière aventure aussitôt forclosée : une candidature aux élections présidentielles... Et certes, son souci de la France n'avait pas faibli, ni sa disponibilité constante à tous ceux qui voulaient le voir, le consulter, ou simplement lui dire à lui, comme ils l'auraient dit à la France, ce qui leur pesait sur le cœur. Mais son parcours sera désormais moins politique que symbolique au plus haut niveau : présidant en 1987 les fêtes du Millénaire capétien et siégeant au côté des autorités de la République aux cérémonies du Bicentenaire de la Révolution, il eut le privilège de clore, sur le plan des signes, deux cycles qui sous-tendent la trajectoire de ce pays et gouvernent son discours en ce monde : l'invention du roi, celle du peuple. Et leur dialogue encore à naître, balbutiant.

C'est pourquoi, ayant lu ces pages comme on suit une longue conversation amicale

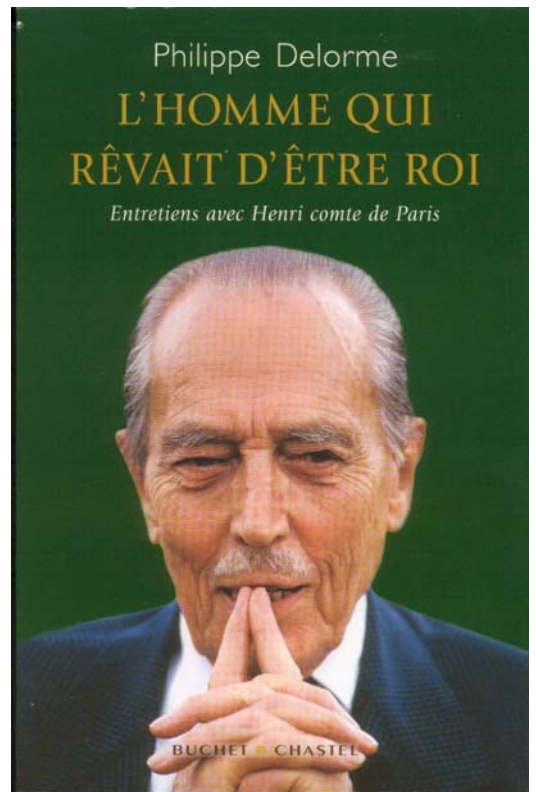
- paisible et détachée à la manière d'un *Dialogue des morts* - j'ai le sentiment que notre entretien avec le Prince, maintenant dépouillé d'urgences et de regrets, incite, à travers les accidents de sa vie, à distinguer l'épure du règne qu'il hérita clandestinement, à l'envers de l'histoire.

En effet, lorsqu'il vint au monde en 1908, les chances d'une restauration monarchique à l'européenne avaient disparu, aussi bien sous la forme constitutionnelle de son aïeul Louis-Philippe que sous l'angle d'une réaction vers le Trône et l'Autel. La France toujours hantée par le régicide, dont elle ne peut admettre qu'il a dénaturé et fait échouer sa Révolution, était (et reste) le terrain politique le plus profondément conflictuel pour les enfants des rois. Le Prince dresse ici leur portrait depuis son ancêtre le premier comte de Paris pour constater qu'aucun, fût-ce le sympathique Prince Gamelle, n'assuma pleinement sa mission en se rapprochant du pays tel qu'il était plutôt que d'attendre que celui-ci lui revienne. Or voici que la succession échoit au petit-neveu le plus lointain dans l'espace et par la culture, un fils de colon marocain qui n'a fait d'études que rudimentaires et n'est aucunement préparé à cette charge. En langage providentiel, on dirait : il fallait une page blanche. Et il fallait aussi un esprit et un cœur consentant.

Je le dis à mon tour : la manière dont Henri d'Orléans a pris sur lui cette *élection*, s'est formé, cultivé, motivé, intérieurement modelé et réformé, ayant contre lui son pays, largement ignoré, et pour lui, des amis dont la vive intelligence et l'énergie l'entraînaient vers des options politiques et spirituelles qui l'eussent asservi aux démons du siècle - je dis que la manière dont Henri VI d'Orléans a réinventé la royauté française est prodigieuse et totalement inespérée.

Il a échoué à parvenir au pouvoir ? Certes, brillant comme il était, pour un temps si en vue et si considéré dans le monde, on se fût attendu à ce qu'il brillât pour tous au-dessus de tous et il est aisé d'imputer à ses manques l'inachèvement de son projet. Mais il faut mesurer l'avant et l'après et inviter les monarchistes à sortir du raisonnement primaire qui leur donne pour seule désirable la restauration de la monarchie. Plutôt suivre le Prince qui a suivi la France, et n'a songé qu'à la servir selon les temps et modes qu'exigeait l'Histoire en son temps.

Le fond de ce qu'il dit dans ce livre pourrait nous rappeler ceci, que notre pays, en dépit des pauvres apparences, n'a pas seulement rendez-vous quelque part avec sa tradition interrompue, mais qu'il est, au bénéfice de tous les peuples, à nouveau porteur d'une innovation majeure qui se cherche à travers ses contradictions et ses carences. Le régicide, brisant la Révolution dans la dimension ontologique qu'Albert Camus lui reconnaissait, est devenu symbole de l'exécution de l'Homme en vue de sa re-Création socialisée, dont on voit depuis les terribles séquelles. Ce n'est pas un hasard si la France, dans son rôle de laboratoire d'anthropologie politique, recherche autant qu'elle fuit la synthèse qui panserait la blessure du 21 janvier sans éluder l'exigence démocratique. L'héritier de Philippe Égalité - le lui a-t-on assez reproché ? - avait ainsi la charge de réinventer la



fonction royale, de tracer les chemins par lesquels sa lignée pouvait et pourra restaurer, non pas la monarchie seule - dont nous avons l'ébauche - mais la co-responsabilité politique dans la liberté et la justice - qui nous manque tant.

Ce petit livre reflète l'image de la vie de ce prince, un carnet de croquis d'où quelqu'un de son sang tirera la toile de maître, la machine admirable, l'édifice accompli. Ses successeurs le savent ou doivent le savoir : grâce au chemin frayé par lui, plus rien ne les attache à ce qui fut la pesanteur de l'ancienne société d'ordres, rien ne les asservit à ce qui est l'actuelle société de profit. La foi seule demeure qui les a fondés à servir. Le roi aura carte blanche pour épouser son peuple au moment où celui-ci aura le plus besoin de cette alliance pour franchir le chaos du brigandage universel.

La tradition valait d'être transmise.

Luc de GOUSTINE

Philippe Delorme - «L'homme qui rêvait d'être roi» - Éd. Buchet-Chastel, prix franco : 19 €.

Le crépuscule d'un dinosaure

Alain Minc vient de publier *Le Crépuscule des petits dieux* ⁽¹⁾, essai laborieux, dont l'intérêt réside dans la manière dont un représentant de l'élite essaie d'expliquer une phase de l'évolution du pouvoir.

La forme de ce livre est construite à la façon d'une projection ininterrompue d'images stroboscopiques de références culturelles. L'auteur utilise indifféremment l'insulte, le dénigrement, le sous-entendu comme lien de ponctuation entre toutes ces pages.

Le fond du livre est difficile à appréhender, car Alain Minc ne cherche pas à proposer une thèse. Il est pris d'un grand vertige : « *La communauté [des élites] se dissout, qui réunissait les détenteurs de tous les pouvoirs, politique, économique, médiatique, intellectuel. La disparition des élites du pouvoir, le crépuscule des petits dieux, est une authentique révolution...* ».

Son désarroi est à la hauteur de la perte de ses repères. Il s'évertue à décrypter le réel, au travers de sa foi ultralibérale, par la négation de ceux qui le refusent :

« *Refus du réel : les antiennes antilibérales, les philippiques anti-mondialisation, les apologies d'un modèle alternatif, les ukases anti-américains, le culte irréfléchi d'un pseudo-modèle français.* » Il ajoute, stalinien dans la forme (2) : « *Refus du réel : l'illusion de résister à la pression de la mondialisation, le désir de prolonger éternellement un système obsolète, le rejet de contraintes financières.* »

Car nous sommes à l'aube d'une révolution au sens où

les élites traditionnelles sont sur le point d'être remplacées par une élite de notoriété par l'action des médias promoteurs de vedettes, créateurs de l'opinion qui dirigent, avec elle, la société *hyper démocratique*. Cette ascension de l'élite de notoriété explique que « *la classe dirigeante sort de la scène et (que) le primat reviendra aux individus* ».

Qui sont spécifiquement ces individus ? Nous comprenons qu'il s'agit essentiellement des myriades d'analystes, *brokers*, gestionnaires de capitaux surabondants, anonymes, et incultes. Faute de projet d'intérêt collectif, ces foules ne peuvent être contrôlées par les élites traditionnelles. Ceci constitue un effet de la réalité perçue par Alain Minc.

Qui s'oppose au diktat du réel ? Qui exprime ces opinions disqualifiant le réel ? La réponse est à la hauteur de l'auteur : « *Ces réactions immatures sont inégalement réparties dans les élites, toutes catégories confondues, de la plus haute à la plus basse : dominante dans le monde enseignant, chez les chercheurs et chez les servants de l'exception culturelle, rarissimes chez les chefs d'entreprise, inégalement présentes chez les hommes politiques, les hauts fonctionnaires et les vestales des médias.* ». Alain Minc va plus loin. Ces traîtres à leur classe (« *une nouvelle trahison des clercs* ») constituent la *lumpenélite*. Alain Minc, qui a lu Karl Marx (3), connaît la

définition du lumpenprolétariat : « *dans toutes les grandes villes, (le lumpenprolétariat) constitue une masse nettement distincte du prolétariat industriel, pépinière de voleurs et de criminels de toute espèce, vivant des déchets de la société, individus sans métier avoué, rôdeurs, gens sans aveu et sans feu, différents selon le degré de culture de la nation à laquelle ils appartiennent (...).* » (4) Nous apprécions.

Quel a été le facteur déclenchant de la prise de conscience de Alain Minc ? Le résultat du référendum du 29 mai 2005. Alain Minc nous assène un florilège de ses appréciations du référendum :

- « *cette maladie infantile de la démocratie dont la France a fait son meilleur produit d'exportation* » ;

- « *le vertige référendaire* » ;

- « *le référendum semble la traduction la plus naturelle du diktat de l'opinion* » ;

- « *qui a plaidé contre ce désaveu de la démocratie représentative ?* » ;

- « *la démocratie référendaire est devenue l'instrument le plus chic du populisme* » ;

- « *marteau pilon référendaire* ».

Le résultat du NON au référendum, contraire au savoir détenu par les élites, est donc, selon Alain Minc, exclusivement imputable au po-

pulisme et à sa publicité véhiculée par les médias. Nous apprenons que le populisme a quatre sources possibles : l'anti-fiscale (scandinave), fasciste (le lepénisme), raciste-ethnique et berlusconienne (la plus moderne et novatrice). Par une inversion des situations dont Alain Minc abuse : « *le populisme joue éternellement sur les mêmes ressorts : l'appel aux masses, l'affirmation que le peuple porte en lui la vérité révélée* ». Car le présupposé est évident : l'élite a toujours raison.

Pas une seule fois, les mots *chômage*, *chômeurs* - alors que 9,5 % de la population active française est au chômage, ni de précarisation ne sont cités. Alain Minc, indifférent à toute souffrance sociale, quand il ne méprise pas, « *anonymise* » le peuple, la masse indifférenciée. La technique est connue ; elle est celle utilisée par les régimes totalitaires. Sont considérés comme fous, déviants, anormaux ceux qui ne partagent pas la vérité affirmée par le pouvoir. Les représentants de la *lumpenélite* doivent-ils être enfermés ? Les médias qui véhiculent la contestation doivent-ils être muselés ? Quant aux autres, non renseignés, méritent-ils vraiment de conserver leur statut de citoyen ?

Cette soupe haineuse a le mérite de révéler un chantre de l'élite traditionnelle. Alain Minc se présente tel qu'en lui-même ; un vieillissant collaborateur de l'idéologie ultralibérale. Il convenait de dénoncer cette macabre entreprise.

Jean LATOUR

📖 (1) Alain Minc - « *Le Crépuscule des petits dieux* », Grasset, 2006, prix franco : 11 €.

(2) « *Les retardataires se font battre* » - discours du 4 février 1931, que Staline appliquait aux pays retardataires, cité dans l'*Archipel du Goulag*, Alexandre Soljenitsyne, Fayard, Tome 4 des Œuvres complètes.

(3) Alain Minc - « *Les Prophètes du bonheur : Une histoire personnelle de la pensée économique* », LGF, 2005, prix franco : 8 €.

(4) Karl Marx - « *Les luttes de classes en France* », coll. Petite vermillon, La Table Ronde, prix franco : 10 e.

L'illusion post-politique

La puissance d'analyse et de synthèse de Marcel Gauchet n'est pas pour nous une découverte récente. Voilà plus de vingt ans que nous le lisons et réagissons à sa prodigieuse stimulation intellectuelle. C'est peut-être dire qu'il nous est précieux. Il nous est proprement indispensable en ce temps particulier où le monde entier semble vaciller et où l'intelligence de l'universel changement se dérobe derrière des diagnostics trop clairs et des évidences peu réfléchies. Ainsi l'idée d'une fin de l'histoire et plus encore celle d'une mondialisation libérale abolissant le domaine ancien du politique constituent les présupposés plus ou moins avoués de toutes les gloses actuelles. N'allons-nous pas - même si c'est au prix de quelques moments chaotiques et de résistances archaïques - vers un univers d'échanges marchands où l'économie sera en mesure de déployer toutes ses ressources pour le plus grand profit de tous et l'épanouissement généralisé des individus ? La prophétie de Marx serait avérée : celle d'une sortie de l'histoire et de l'aliénation du politique. Sans doute, serait-ce selon des modalités étrangères à l'avènement du prolétariat mais tout à fait conformes à l'esprit de la prophétie. De ce point de vue les eschatologies marxiste et libérale coïncident. Qui y trouve à redire est rejeté dans la géhenne de la réaction.

Bien sûr, la globalisation économique est une réalité et ses effets - la montée des nations émergentes - considérables annoncent un basculement général de la planète. Mais réduire l'analyse à la seule coordonnée économique, celle d'un marché autorégulateur de ses flux, c'est acquiescer au diagnostic d'un Adam Smith. L'économisme rend caduques les problématiques anciennes dès lors que le marché s'impose comme le seul milieu d'échange entre les individus et ces derniers y puisent la satisfaction de leurs intérêts et de leur libre initiative. Mais ce prétendu dépassement du politique et de ses cadres ne s'opère-t-il pas dans la méconnaissance de ce qui rend possible la globalisation et en encourageant le risque de mettre fin à l'espace de délibération démocratique qui s'efface derrière la toute puissance des acteurs économiques et des prédateurs de la mondialisation ? Ces objections sont évidemment brandies dans les vives controverses d'aujourd'hui et il arrive même qu'elles entraînent des phénomènes d'opinion qui vont jusqu'à déstabiliser les représentants et les porte-parole de l'économie libérale. Marcel Gauchet nous invite à penser avec plus d'ampleur et de profondeur à travers un itinéraire de chercheur qui prend en compte toute la richesse de la philosophie politique dans sa confrontation avec l'histoire en marche.

Réunissant ainsi des textes publiés au long d'une trentaine d'années, il nous invite à entrer nous-même dans le corps à corps qui est le sien pour forcer, en quelques sorte, les

grandes énigmes de l'émergence de la politique moderne, compte tenu que cette dernière ne se sépare pas d'une permanence fondamentale de la condition humaine qui est celle du lien social, du vivre-ensemble. D'où cette enquête jamais close sur l'histoire des sociétés, depuis les origines repérables, celle que Pierre Clastres lui avait révélée, le sortant ainsi des apories du marxisme, mais aussi la lecture soutenue, toujours poursuivie, avec les grands libéraux du XIX^e siècle, Benjamin Constant et Alexis de Tocqueville. Une préface substantielle et vigoureuse précise l'enjeu présent d'une telle réflexion. Faute de se situer dans l'histoire, l'évolution actuelle de nos sociétés est inintelligible. L'éclipse du socio-historique parallèle à celle du politique aboutit à rendre aveugles les acteurs à « *ce qui les a faits comme à l'intrigue dont ils sont, bon gré, mal gré, partie prenante* ». N'est-il pas paradoxal de renoncer à comprendre la situation à partir de l'histoire née avant nous et destinée à se poursuivre après nous ?

De cette éclipse de la mémoire et de la réflexion, l'Europe est le témoin privilégié, en contraste avec une Amérique nullement sortie de l'histoire en dépit de son avant-gardisme et de son ancrage dans le *fait libéral*. Marcel Gauchet revient sur la question européenne en quelques pages suggestives, en notant tout à la fois l'incontestable progrès qu'a constitué l'entente entre nations longtemps en guerre les unes contre les autres mais aussi le danger de ne pas discerner à quel point ce qu'il y a d'unique dans la paix européenne ne recouvre pas la situation mondiale. « *En s'absentant de cette réalité, les Européens s'interdisent de peser sur elle aussi significativement qu'ils le pourraient.* » Ce disant, notre philosophe historien donne quelque peu implicitement raison au réquisitoire d'un Robert Kagan contre le désengagement militaire européen et l'idéalisme pacifique. Mais il ne dénie

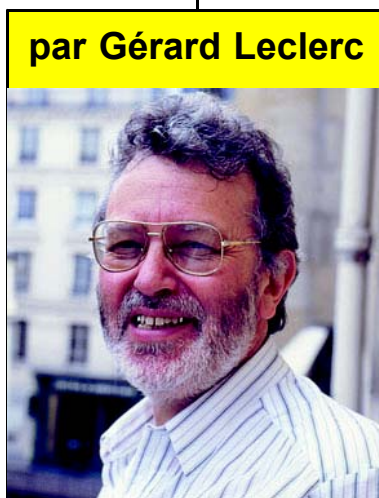
pas pour autant ce qu'il y a de décisif dans la paix européenne.

Mais cette paix intérieure au continent ne saurait être comprise, comme elle l'est le plus souvent dans une logique de sortie de l'histoire et donc de fin des nations historiques. Il est assez courant de percevoir, du côté des partisans d'une Europe post-historique, la satisfaction d'assister à la disparition de nations par essence belliqueuses et impérialistes. Certes la guerre civile européenne dénoncée par un Paul Valéry fut une triste réalité. Mais ramener les nations à cette seule dimension, c'est se tromper, car elle n'est qu'une des faces de l'existence plurinationale. Le pluralisme national européen a aussi « *fabriqué petit à petit des entités qui ont appris, à la dure, en se mesurant les unes aux autres, à se penser les unes en fonction des autres, à s'extraire du sentiment égocentrique de leur unicité, à se reconnaître comme semblables, comme attachées aux mêmes valeurs, comme appelées à la même tâche* ». C'est pourquoi, contrairement à l'illusion post-politique, on ne saurait envisager l'Europe comme un État-nation fédéral, mais comme une méta-communauté, une communauté de communautés qui se fonde sur un développement historique et non une sortie de l'histoire. Encore faut-il répudier l'illusion post-politique qui empêche de comprendre le monde globalisé et non déshistoricisé d'aujourd'hui.

■

📖 Marcel Gauchet - « *La Condition politique* », coll. Tel, Gallimard, prix franco : 12 €.

par Gérard Leclerc





■ Éditorial
par Luc de Goustine

« La république sociale »

■ Quel mouvement social
pour quelle République
sociale ?

par Philippe Arondel

■ Carnet de bord d'un
inspecteur du travail
par Gérard Filoche

« Société et/ou
communautés ? »

■ La citoyenneté à
l'épreuve de la commu-
nauté

par Alexandre Massonnet

■ Entreprise
communauté, entreprise
citoyenne ?

par Alexandre Renaud

Magazine

■ Témoignage des républi-
ques : Pierre Boutang
par Bertrand Renouvin

■ Vaclav Havel et la
tradition du kitsch
sentimental dans la
politique tchèque
par Martin Hybler

■ Les OGM agricoles -
évaluation et stratégies...
par François Villemonteix

■ Mais c'est ... Golène !
par Criton des Alpes

Nom/Prénom :

Adresse :

commande le numéro 45 de
Cité et joint 7 € en
règlement.

Naissance de la médecine moderne

Dans un livre savant et drôle, Aimé Richardt explique que les médecins du Grand Siècle ne furent pas tous des Diafoirus. Sous le règne de théories fausses et de pratiques incongrues, des progrès décisifs ont eu lieu.

Comme tous les siècles, celui du Roi Soleil a sa face noire – pas seulement politique mais physique, visible, si bien perçue et décrite par les contemporains qu'il ne faut pas de grands efforts pour imaginer les petites et grandes horreurs de la vie quotidienne au temps de Louis XIV.

Comme toutes les villes du royaume, Paris était d'une saleté repoussante : rues dépotoirs, eaux infestées, puanteur de l'air. Les sujets du Grand Roi se lavaient rarement, mangeaient à s'en faire crever la panse (quand ils étaient riches) et mourraient de faim quand ils tombaient dans la misère.

Dans ce pays en proie à une infection générale et permanente, au milieu d'une population guettée par de terribles épidémies (la peste, parmi tant d'autres) des hommes à la tête farcie de connaissances livresques prétendent soigner leur prochain.

« C'est de la meilleure foi du monde qu'il vous expédiera » : le médecin du Grand Siècle est pour nous tel que Molière le met en scène et son latin de cuisine semble résumer l'ignorance scientifique et la pauvreté des observations brouillées de théories qui prévalent à l'époque.

Aussi à l'aise dans le XVII^e siècle que dans les sciences contemporaines, Aimé Richardt est allé y regarder de

plus près (1). Mieux : avec une érudition enthousiaste, il a mis son nez dans les traités de médecine, trempé son doigt dans les pots de décoctions étranges, retrouvé les recettes des clystères...

Et pour bien nous faire comprendre l'état du savoir médical à la veille de la modernité, il a retracé en quelques dizaines de pages l'histoire de la médecine, telle qu'elle procède d'Hippocrate, de Galien, des philosophes et médecins juifs, arabes et perses du Moyen Âge, puis de Paracelse, médecin et alchimiste qui est le fondateur de l'école des *chimistes* opposés aux disciples de Galien.

C'est selon cette tradition élevée à la hauteur d'un dogme que l'on enseigne, en latin, et que l'on soigne. Aimé Richardt expose allègrement la théorie des éléments et des humeurs (sang, bile, pituite et atrabile) qui fonde la pseudoscience, décrit l'examen du malade et donne une description des maladies qui est, si j'ose dire, parfaitement savoureuse.

On apprend à distinguer la fièvre *synoque* et la fièvre *hectique* (entre autres), à traiter la *goutte chaude* et la *grosse vérole* (la syphilis).

On se surprend à lire attentivement la liste des ingrédients qui entrent dans la préparation des différents clystères pour « lâcher le ventre ».

On fait la connaissance des auxiliaires de médecine

(chirurgiens, barbiers, sages-femmes) et des charlatans qui vendaient drogues et baumes (y compris de la *graisse de pendu* !) avec la même audace que nos marchands de crèmes de jouvence.

Il faut cependant se garder de réduire le Grand Siècle à ce pittoresque. C'est au XVII^e qu'ont lieu maints progrès décisifs pour la science médicale à venir : l'Anglais Harvey découvre la circulation du sang, le Français Lémery invente la chimie moderne, l'Italien Redi démontre l'inexistence de la génération spontanée et son disciple Bonomo de Livourne découvre le sarcopte de la gale et fonde ainsi la parasitologie.

La Faculté résiste, fulmine, condamne ceux qui brisent les anciennes certitudes et administrent les nouveaux médicaments - l'antimoine, notamment. C'est la sempiternelle querelle des Anciens et des Modernes, où l'on voit, comme en d'autres siècles et dans d'autres domaines, que l'État mène une politique de progrès : généralisation de l'enseignement en français, lettres patentes garantissant la qualité des stations thermales, règlements hospitaliers, création d'un corps de médecins fonctionnaires et d'une médecine militaire, encouragements multiples à la recherche et à l'innovation.

Bien replacés dans la perspective historique, les médecins du temps de Molière n'étaient pas si ridicules...

Régine JUDICIS

(1) Aimé Richardt, « Les médecins du Grand Siècle », F.-X. de Guibert, 2005. Préface de Philippe Vichard, membre de l'Académie nationale de médecine – prix franco : 24 €.

ILE-DE-FRANCE

La Fédération d'Ile-de-France invite les adhérents et sympathisants de la NAR et les lecteurs de *Royaliste* qui le désirent à une réunion le **samedi 25 février de 15h30 à 17 h** dans nos locaux, 17 rue des Petits-Champs.

Avec la participation de Philippe Labarrière et de Bertrand Renouvin l'on fera un tour d'horizon politique et social et l'on mènera une réflexion sur les perspectives d'action.

Nous incitons nos nouveaux lecteurs à profiter de cette occasion pour prendre contact et venir faire connaissance.

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 1^{er} et 2 avril 2006. Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 1^{er} avril). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, *"La politique des transports en Europe"* et, d'autre part, *"La réforme du système monétaire"*

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 7 € pièce (franco de port).

► Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

► Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

► Fleur de lys (dorée ou vieux or) - 17 mm de haut.

► Fleur de lys dorée 13 mm de haut.

► Double cœur vendéen (vieux or, doré ou argenté) - 24 mm.

► Armoiries de Jeanne d'Arc (émail or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.

► Blason de France (trois fleurs de lys or sur émail bleu) - 10 mm de haut.

► Grandes Armes de France (émail bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.

► Armes de France avec devise Montjoye St Denis (émail bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.

► Cœur chouan (émail rouge sur fond blanc) - 15 mm de haut.

► Guidon des armées vendéennes - 18 mm de haut.

► Sacré cœur sur drapeau royal (émail rouge sur fond blanc fleurdelysé) - 11 mm de haut.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 22 février** - Ancien élève de l'École normale supérieure et de l'École nationale d'administration, haut fonctionnaire et historien, Arnaud Teyssier était venu nous présenter une excellente biographie du maréchal Lyautey.

Il revient avec un nouveau livre, consacré à plusieurs figures particulièrement remarquables de la famille d'Orléans : les filles et fils du dernier roi des Français, parmi lesquels Louise, la première reine des Belges, les ducs d'Aumale, de Montpensier et de Nemours, le malheureux duc d'Orléans. Loin de toute hagiographie, Arnaud TEYSSIER s'est demandé pourquoi des princes qui avaient reçu une éducation moderne et qui étaient capables d'assumer les plus hautes fonctions n'ont pas pu prolonger et accomplir leur projet dynastique. En réfléchissant aux « Destins inachevés des enfants de Louis-Philippe », nous retrouverons les problèmes récents et toujours très actuels qui concer-

nent l'action politique des princes qui s'inscrivent dans la tradition capétienne.

● **Mercredi 1^{er} mars** - Grand reporter au Figaro, chroniqueur à la télévision, Eric Zemmour est spécialisé dans la politique intérieure. Écrivain, il a notamment publié un livre très remarqué sur Jacques Chirac, *« L'homme qui ne s'aimait pas »*, puis un roman qui a eu un large écho.

Il est donc surprenant qu'il ait consacré un essai au *« Premier sexe »* qui suscite de nombreuses et rudes polémiques. Soucieux de défendre la tradition juive et chrétienne de la différence sexuelle, Eric ZEMMOUR souligne les paradoxes du féminisme, dénonce la féminisation de l'image et du comportement masculins, bouscule sans aucun égard toutes les idées qui président à *« La révolution des mœurs »*. Cette révolution rencontre une adhésion d'autant plus large qu'elle est parfaitement adaptée à la société marchande telle qu'elle est actuellement conçue.

Eric Zemmour a accepté de mettre ses thèses en débat. Celui-ci est assurément difficile mais passionnant dans la mesure où il se situe à la jointure de l'intime et du politique.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Le dessein français

Un Premier ministre qui disserte sur le « patriotisme économique ». Une dame de la haute bourgeoisie socialiste qui évoque le « désir d'avenir ». Un ancien candidat à la Présidence, ayant fait campagne en 2002 sous le signe de la modernité, qui proclame tout à coup que nous avons besoin d'un « grand dessein »...

Ces fleurs de rhétorique, fabriquées à la chaîne par les conseillers en communication, ne sont pas tout à fait insignifiantes. A droite comme à gauche, les candidats potentiels devinent des angoisses, des attentes et des exigences qu'ils traduisent en slogans.

Avec le mélange de cynisme et de naïveté qui les caractérise, ils pensent que quelques formules bien frappées suffiront à passer les caps électoraux, au-delà desquels ils nous diront que *la France vit au-dessus de ses moyens* et que, *faute de marges de manœuvres*, il faut que le peuple français consente à de nouveaux sacrifices.

Comme ces messieurs et ces dames vont se mettre à l'écoute des Français tout au long de cette année préélectorale, nous allons faire semblant de croire qu'ils nous lisent pour les informer tranquillement de ceci :

Le dessein français, c'est la France elle-même. C'est l'aventure d'un peuple dans l'histoire qui se fait, non la contemplation nostalgique ou morbide du passé. Les plus avisés de nos penseurs (Régis Debray, Marcel Gauchet...) montrent que ni l'État ni la nation ne sont « dépassés » mais que notre collectivité et ses institutions continuent de porter promesse d'avenir commun. Le fait qu'on ne les

voie guère à la télévision n'invalide pas leurs thèses mais confirme l'autodestruction des grands médias, qui ne médiatisent plus rien.

Dans sa grande majorité, le peuple français est constitué de citoyens qui, comme Max Gallo, sont fiers d'être français (1). La fierté, c'est un sentiment qui s'affirme en-deça de l'orgueil et au-delà de l'humiliation. Georges Bernanos dit bien qu'il n'y a pas d'orgueil à être français et Max Gallo a raison de fustiger



les misérables tactiques de repentance.

Nous ne ferons pas revivre les Français, protestants, catholiques, blancs, bleus et rouges, massacrés par d'autres Français. Mais nous tous avons à défendre, selon le meilleur de la tradition française, nos concitoyens aujourd'hui sacrifiés au nom de la concurrence et du profit, maltraités à cause de leur nom et de leur visage.

Ecoeûrés par les discours compassionnels, nous savons que cette défense doit être assurée par l'État, selon les principes de la raison politique qui commande la justice sociale. Cette politique implique la nationalisation des secteurs stratégiques – à com-

mencer par le crédit -, la protection tarifaire de l'Union européenne, la maîtrise de la politique monétaire commune, l'inflation salariale, le financement par déficit budgétaire de la croissance et du développement.

A l'encontre du nationalisme autoritaire et du communautarisme qui cherchent à imposer des stratégies d'enfermement rivales au risque de la guerre civile, la continuation du projet gaullien offrira aux Français une plus grande ouverture sur le monde.

Car si nous sommes fiers d'être français, c'est que d'innombrables étrangers se scandalisent que quelques-uns, parmi nous, en éprouvent de la honte.

Ceux qui écrivent ces temps-ci que notre patrie est partout brocardée sont aveugles et sourds, ou nous mentent. La France n'a cessé d'être aimée lorsque son peuple était livré à l'ennemi par un pouvoir de fait. Elle continue d'être regardée avec passion, sa langue est encore et toujours parlée avec bonheur dans maints pays que nos oligarques ignorent ou méprisent et les divers modes de coopération subsistant continuent de susciter des adhésions enthousiastes.

Parmi nos propres amis, ceux qui voyagent ou vivent hors de nos frontières savent que la meilleure manière de ne pas décevoir les amis étrangers est d'affirmer un amour discret de la patrie, qui implique fidélité au projet national et mise en valeur du rôle de l'État – toujours identifié au général de Gaulle.

Les témoignages d'admiration et de confiance qui nous sont adressés ne font qu'attiser notre impatience d'en finir avec une oligarchie qui voulait nous convaincre que sa propre agonie, qu'elle pressent, était celle de la France.

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Max Gallo, *Fier d'être français*, Fayard, 2006, prix franco : 12 €.